



© WFP / Rein Skulterud

Réunion du groupe Sahel de Cités Unies France

Compte-rendu

Angers, Hôtel de Ville - Mardi 18 octobre 2022



Assurer la sécurité alimentaire au Sahel dans un contexte de crises multiples :
quelles solutions, quelles innovations ?

Au cours des derniers mois, les risques de famine se sont intensifiés dans le monde et au Sahel en particulier, sur fond de guerre en Ukraine et d'augmentation des prix de première nécessité. Un **sommet international sur la sécurité alimentaire** s'est tenu le 20 septembre, en marge de l'Assemblée générale des Nations Unies. Dans ce contexte de crises multiples, la coopération internationale joue tout son rôle.

La **coopération décentralisée** en particulier peut contribuer à apporter des solutions durables à l'échelle des territoires. L'objet de cette rencontre sera de voir quelles solutions en agroécologie et en agriculture durable existent et sont apportées par et pour les collectivités locales.

Introduction

Benoît PILET, Adjoint au maire d'Angers, Président du groupe Sahel de CUF

La guerre en Ukraine et les blocus des containers de céréales ont perturbé l'approvisionnement de nombreux pays d'Afrique, et exacerbé la crise alimentaire au niveau mondial. Ces événements ont mis en lumière la vulnérabilité des systèmes alimentaires des pays d'Afrique et leur trop grande dépendance au commerce alimentaire mondial.

A cela s'ajoute au Sahel un **contexte sécuritaire sous tensions** et des **crises politiques** dans plusieurs pays de la sous-région, le dernier événement en date étant le renversement du pouvoir militaire au Burkina Faso, le 30 septembre 2022.

Les collectivités locales peuvent proposer et mettre en œuvre des solutions à l'échelle locale, en faveur de territoires résilients. Par exemple, en re-localisant les circuits d'approvisionnement, en favorisant les circuits courts et les productions locales, en accompagnant la transition agroécologique des territoires : *« Il y a des solutions concrètes, avec les populations, et qui ne nécessitent pas forcément des millions d'euros. »*. **La coopération décentralisée** peut être un levier pour promouvoir des projets ou des pratiques en agroécologie ou en agriculture durable.

Eléments de contextualisation - **Rémi HEMERYCK**, Directeur Général de SOS Sahel

Création de SOS Sahel en 1976, après les grandes sécheresses au Sahel → Objectif d'arrêter l'avancée du désert menaçant 30 millions de Sahéliens. Aujourd'hui, 300 millions de Sahéliens risquent d'être chassés de leurs terres, autour de la grande muraille verte.



Situation alimentaire au Sahel :

→ Des famines régulières. La région est principalement nourrie grâce aux cultures pluviales (75 millions de tonnes de production de céréales) et aujourd'hui, l'agriculture sahélienne a pour vocation de mieux nourrir le Sahel car elle a un potentiel réel. Cependant, avant l'hivernage il y avait 27 millions de menacés de famine ; il y en a 38-40 millions aujourd'hui.

→ Une agriculture majoritairement familiale.

Producteurs ont vu une baisse de leurs revenus car concurrence avec le prix bas des denrées alimentaires importées -> riz et élevage par exemple. C'est aussi une agriculture très soumise aux importations d'engrais. Et existence d'une culture de rente, par exemple le coton au Tchad et au Mali.

Un important potentiel au Sahel réside dans le fait qu'il s'agit d'un **grand espace pastoral**. Il faut réinventer le lien entre éleveurs et agriculteurs. 40% des terres sont non exploitées.

Penser et planifier l'agriculture au niveau local

Demain, l'agriculture sahéenne permettra aussi de **nourrir les villes, capitales et villes secondaires**, de plus en plus peuplées : les villes africaines abritent plus de 50% du PIB du continent et 43,8% de sa population. Nécessité d'investissements coordonnés avec les territoires et appui sur les collectivités pour qu'elles mettent des plans d'aménagements à l'échelle communale.

Illustrations Deux projets menés dans le cadre de partenariats décentralisés avec le Sahel



Le rôle de la coopération décentralisée pour des solutions d'agriculture durable

Valérie Dumontet, Vice-Présidente du Département de l'Aude, partenaire de la Région des Hauts-Bassins

« Dans l'Aude, nous développons et soutenons un axe politique fort dans le domaine de la sécurité alimentaire. Territoire méditerranéen, nous avons des pratiques à échanger avec le Burkina, par exemple sur les rizières, les cultures économes en eau, les semences, les types de culture... »

Au Burkina Faso, le contexte est favorable pour explorer toutes ces questions, de lutte contre la pauvreté, de réduction de la vulnérabilité, de partir des ressources locales pour des modèles d'économie territoriale créant des ressources locales. Nous voulons associer des techniciens agricoles, des agriculteurs, des chercheurs, pour créer un espace d'expérimentation et d'échanges qui sera bénéfique aux territoires des 2 pays. »

L'agriculture est envisagée comme une source d'employabilité pour la jeunesse, ce qui nécessite d'accompagner la mutation des pratiques, des modèles économiques, des voies de commercialisation, d'articuler la pluri-activité.

Le projet « clés en mains » est l'occasion d'avancer ensemble sur ces différents points. La démarche « plans alimentaires territoriaux » peut être pertinente, en se basant sur les types d'agriculture, ses spécificités, ses points forts et faibles.



Projet de développement de la filière laitière au Mali

Amadou Dicko, responsable de la Coopération Ille-et-Vilaine et Mopti

Le projet émerge en 2009 avec pour but de développer la production laitière.

Basé en périphérie de la ville de Mopti : un petit troupeau de vaches, des salles de formations, des salles d'hébergements, 5 hectares pour le développement de la culture. Centre équipé en énergie solaire, en Système d'Information Géographique. Appui à la fois aux maraichages et au bénéfice des éleveurs.

Résultats :

Pour développer la filière-> améliorer le potentiel génétique des vaches locales. C'était d'abord compliqué de travailler avec les éleveurs donc un accompagnement a été mis en place, avec de la formation. Aujourd'hui, la production a été multipliée de 1 à 5 avec les races améliorées. En parallèle, avec d'autres associations participantes au projet : création de banques de céréales, de systèmes de micro-crédit pour les associations locales.

Contextualisation et expérience du Niger en lien avec la sécurité alimentaire

S.E.M Aichatou Boulama KANE, Ambassadrice du Niger en France

« La sécurité alimentaire est un vrai sujet au Sahel, apparu il y a 30-40 ans. Les crises alimentaires sont liées aux climats bien sûr (sécheresse), mais aussi aux problèmes agricoles et pastoraux. Elles s'accroissent ces dernières années avec des changements climatiques qui ont un effet très important sur la production agricole et sur la vie. Il peut maintenant même y avoir des inondations et des sécheresses dans le même pays, la même année ! [...] Le problème de la sécurité alimentaire est devenu mondial avec la guerre en Ukraine. »

Au Niger, il y a 3 millions de personnes en détresse. C'est tout le temps l'urgence et la mobilisation internationale n'est plus à la hauteur des problèmes de leurs pays, il y a une baisse des aides internationales.

→ Nécessité de dépasser le cadre de l'urgence et s'orienter vers des solutions de moyen terme : « Les humanitaires qui aident nos pays ne doivent plus chercher des financements pour l'urgence. Il faut penser plus loin ».

Au Niger : « initiative 3N : les nigériens nourrissent les nigériens. » (<http://www.initiative3n.ne/>) Les agriculteurs doivent pouvoir continuer à produire même après la saison des pluies (3 mois). Possible dans certains endroits du pays, où il y a de l'irrigation même pendant la sécheresse.



Méthodologie de l'ONG Agrisud international et accompagnement des collectivités

Simon BALITEAU, Coordinateur de programme, Agrisud International

Agrisud International : 30 ans cette année. Objectif : Soutenir des productions agricoles familiales. Évolution progressive de la méthodologie. Aujourd'hui, l'ONG intervient sur 3 niveaux complémentaires : exploitations agricoles, filières et territoires.

Les **exploitations agricoles** et les **filières** sont leur cœur de métier :

- Mise en œuvre d'un parcours de professionnalisation auprès des petites exploitations pour améliorer leur performance, leur productivité et leur résilience.
- Soutien aux organisations, pour faciliter l'accès aux facteurs de production (capital foncier, intrants, équipements) et la connexion aux marchés.
- Commercialisation avec mise en place de filières durables.



=> Agrisud met ces expertises au service de la coopération décentralisée pour la mise en œuvre des actions de renforcement des exploitations et des filières au sein de projets de coopération.

Plus récemment, intégration de la **dimension territoriale** dans les projets → Travail de capitalisation en 2018-2020 (production d'un guide méthodologique, disponible en ligne : <https://www.agrisud.org/cloud/s/ky5HodWxvBWtQZR>). Les exploitations agricoles sont insérées dans un environnement qui influe sur la production, avec des contraintes physiques et d'infrastructures.

Intérêt d'adopter une **démarche multi-acteurs** pour agir efficacement sur l'environnement, couplée à une approche **multi-secteurs**. Les enjeux de sécurité alimentaire ne sont pas spécifiques au monde agricole. Les autres secteurs concernés (tourisme, eaux et forêts, société civile...) voient le territoire selon leur prisme, avec des intérêts potentiellement divergents => importance d'une approche multi-secteurs.

« Problème des **ressources et des compétences**. Au Niger, il y a un processus de transferts de ressources et de compétences depuis deux ans, mais manque de spécialistes (en assainissement par ex.). Création d'une agence du volontariat qui recrute des jeunes qui vont faire du volontariat à la charge des CT, soutenu par l'AFD. L'Etat nigérien a du mal à transférer les ressources. 15% des bénéfices du pétrole reviennent aux CT mais c'est très compliqué de leur faire parvenir l'argent.

A cela s'ajoute l'important déficit budgétaire du pays, équivalent à 6% de son PIB (17% du budget est alloué aux dépenses en sécurité). Cela dans un contexte sahélien difficile, où les progrès institutionnels sont lents.

S.E.M Aichatou Boulama KANE, Ambassadrice du Niger

Que peut apporter le mode de production sahélien aux territoires européens ?

Une vision et un débat sur la résilience qui peuvent apporter à nos territoires.

Au niveau des ONG et autres acteurs : militer pour une nouvelle forme de coopération entre États, favoriser la formation. Accueillir des jeunes qui veulent se professionnaliser -> les collectivités territoriales peuvent jouer un rôle en ce sens.

Rémi Hemeryck

Lors de la Semaine de la Mobilité et du Développement durable au Sénégal, les échanges ont relevé un **manque d'accès et de production de données** géologiques, climatiques, sur la fertilité des sols, sur les animaux, etc.... Des données qui peuvent être peu numérisées ou pas à jour. Cependant, il existe des structures en Afrique qui contribuent à un meilleur accès à ces données et qui permettent d'arriver à des plans alimentaire territoriaux et des plans climat territoriaux.

Exemple : Communautés sénégalaises ne sont pas toutes au courant de la Grande Muraille Verte. Manque d'informations sur la possibilité de déposer des projets.

Constance Koukoui, Cités Unies France

« La professionnalisation des agriculteurs est importante, c'est une question qui se pose aussi sur les territoires français. »

Aujourd'hui, le Sahel peut produire un nouveau paradigme en associant **l'ensemble des potentiels de la diversité agricole** pour produire à différentes saisons.

L'idée n'est pas de spécialiser les agriculteurs sur la gomme arabique par exemple, mais de venir en complément des revenus agricoles des productions vivrières, pendant les saisons sèches notamment. Autre illustration d'agroécologie : les acacias sont aussi source de fertilisation et de captations de l'azote dans le sol. L'enjeu est **l'éducation des agriculteurs et des jeunes** sur ce type de filières.

Rémi Hemeryck

Il ne faut pas penser les exploitations familiales de manière archaïque. Elles génèrent des revenus, sont connectées au marché international et ont un bassin de production diversifié. Il y a certes un besoin de renforcement mais elles peuvent améliorer leurs marges par hectare, et se regrouper en association jouant un rôle sur le territoire, notamment sur la gestion de l'eau

Simon Baliteau

Mise en place de la plateforme des partenaires de la Grande Muraille Verte qui vise à coordonner les actions locales et de la société civile, pour les faire remonter au plan régional.

Site de l'Agence panafricaine de la Grande Muraille Verte : <https://www.grandemurailleverte.org/>



Conclusion

Par Benoît Pilet

Alors que les risques de famine se sont intensifiés ces derniers mois au Sahel, les témoignages et expériences de chacun ont mis en avant l'agroécologie et les projets locaux comme moyens de lutte contre l'insécurité alimentaire. Il a été préconisé de réaliser des projets avec une **démarche participative, multi-acteurs et multi-secteurs, en agissant de manière planifiée au niveau des territoires et en préconisant l'autonomisation des femmes, la professionnalisation des filiales agricoles familiales ainsi que le transfert des compétences nord-sud et sud-nord** : « *Les experts du Sud vont devenir des experts pour le Nord.* »

L'échelon territorial, celui des collectivités, est l'échelon pertinent pour mettre en œuvre des projets à l'échelle locale, visibles et compréhensibles par les populations locales. Les élus locaux ont une relation de proximité avec les individus de leur territoire. En cas de crise, c'est vers eux que se tournent les populations.



Merci à tous les participants

Contact Cités Unies France : Lucas Giboin, chargé de mission, l.giboin@cites-unies-france.org

Compte-rendu réalisé avec l'appui de Lucas Pichaud, stagiaire assistant au service Animation géographique et thématique